

SNTRS



CNRS-INRIA
INSERM-IRD
INED-INRETS

En bref...

SNTRS-CGT - 7, rue Guy Môquet, 94800 Villejuif - Tel : 01 49 58 35 85 - Télécopie : 01 49 58 35 33
Courrier électronique : sntrs-cgt-bn@vjf.cnrs.fr - Site web : <http://www.sntrs.fr>

Numéro 107 du 14 juin 2006

Budget 2007 : Le gouvernement choisit la répression au détriment de la Recherche et de l'Education

Le premier ministre vient de rendre publiques les lettres de cadrage pour le budget 2007. Il décide la suppression de 15.000 postes de fonctionnaires.

Sous prétexte de rigueur budgétaire, il prend des mesures qui vont toucher nombre de services publics, dont l'importance est grande pour la satisfaction de besoins sociaux de la population. Les budgets des transports, de la solidarité et l'intégration, du travail et l'emploi, de la ville et du logement, secteurs qui comptent pour les travailleurs, sont en baisse. Face à la crise sociale, le gouvernement répond par le renforcement des mesures sécuritaires. Il réduit ses efforts en matière d'éducation : l'enseignement scolaire stagne avec + 0,9% et 8700 emplois sont supprimés.

Pour ce qui concerne la recherche et l'enseignement supérieur, le gouvernement et le président ne tiennent pas leurs engagements.

Les promesses de Jacques Chirac de créer 3000 postes en 2007 et un milliard supplémentaire par an ne sont pas tenus. Seuls 1568 postes sont prévus en 2007. Le vote des assemblées sur le pacte pour la Recherche prévoyait une hausse en 2007 de 970 millions d'euros du budget de la recherche et l'enseignement supérieur (hors vie étudiante). Le gouvernement ne s'engage que sur la moitié avec une hausse de 2,6% correspondant à 537 millions.

Le gouvernement comptait sur les recettes des privatisations pour financer le budget de l'Agence Nationale de la Recherche. Cet argent n'est pas comptabilisé dans le budget. Que va-t-on encore privatiser ? Quelle entreprise publique va-t-on mettre en pâture aux spéculateurs ? Quoiqu'il en soit, les moyens pour la recherche restent trop faibles.

On ne peut pas éternellement diminuer la fiscalité des plus riches sans handicaper aussi l'avenir de la nation.

Pour la CGT, cette décision est absolument inacceptable. Notre syndicat refuse de considérer ces orientations comme inéluctables et va tout mettre en œuvre pour les mettre en échec.

Villejuif, le 14 juin 2006